

Discours d'ouverture de la Conférence Nationale Souveraine, prononcé par le Président de la République, Monsieur IDRIS DEBY ITNO

Tchadiennes,

Tchadiens,

Ce 15 janvier est un jour d'espoir. La réunion de la Conférence Nationale Souveraine constitue non seulement un démenti aux prévisions pessimistes de certains milieux ; elle est la manifestation de l'engagement des fils de ce pays pour un avenir meilleur et une occasion exceptionnelle pour tracer les lignes directrices d'un cadre administratif et politique susceptible de garantir l'entente, la paix, l'unité, la démocratie et le développement.

Nous avons besoin de toute la sérénité et de toute la patience dont nous serons capables pour une réflexion libérée des contraintes classiques et prenne en compte toutes les données.

Tchadiennes, Tchadiens,

Depuis l'indépendance, notre pays a trop souffert des violences et des misères. Le bilan que chacun de nous peut faire des trente années écoulées est sans appel. Évidemment, il ne s'agit pas de faire un procès quelconque. La Conférence Nationale Souveraine nous donne plutôt l'occasion d'un examen de conscience collectif. Nous devons tirer, sans passion, les leçons de nos expériences et examiner les propositions des uns et des autres pour nous entendre sur les options les plus prometteuses. Si, nous jetons un regard en arrière, c'est uniquement dans le but de mieux cerner l'avenir. Je serai donc bref.

Comme toutes les anciennes colonies, nous avons hérité en 1960 d'un Etat calqué sur la métropole : Etat laïc, unitaire, avec plusieurs partis politiques, une assemblée, un gouvernement et un appareil judiciaire. Ce système avait un credo en deux volets : réaliser l'unité nationale et assurer le développement du pays.

Trente ans après, l'Etat tchadien est loin d'avoir tenu ses promesses. Sur certains points vitaux, on a même l'impression d'avoir enregistré un recul.

Le cadre politique, par exemple, a évolué vers une rigidité qui a rompu tout le dialogue pacifique dans la société et conduit successivement des groupes mécontents au dur choix de la lutte armée.

Pour un Etat jeune et dont la population est ainsi variée, des canaux de concertation et de dialogue sont une condition fondamentale.

Mais au lieu de cela, les pouvoirs successifs recherchent plutôt les moyens de couler toute une la population dans le moule d'un parti unique qui étouffe l'expression du peuple pour amplifier les seuls slogans du chef. A certains moments, toute forme d'organisation politique est interdite et tous ceux qui peuvent développer une idée sont suspectés, surveillés, persécutés.

Honorables délégués,

C'est ce climat de persécution permanente qui s'est traduit par les atteintes et les manquements grossiers aux Droits de l'Homme. Les pratiques néfastes se sont accumulées et semblent entrer dans les habitudes.

Les témoignages des victimes de la DDS, il y a deux ans, nous ont montré le degré atteint dans ce chapitre de l'horreur. La justice est réduite à un symbole. De nombreux abus sont commis en violation des lois du pays. Les libertés essentielles telle la liberté de presse sont occultées alors que les textes les régissant ne sont même pas abrogés. Sans oublier les expropriations, les attaques et les brimades individuelles.

C'est dire les excès que les Tchadiens se sont permis à l'encontre de leurs semblables. Il est compréhensible, dès lors, que les tribus entières émigrent pour protéger leurs troupeaux et que de nombreux cadres préfèrent travailler à l'étranger, plutôt que de rentrer chez eux.

Quel système devons-nous mettre en place pour garantir les Libertés et les Droits de l'Homme ? Quelle disposition permettra à tout Tchadien de se sentir en sécurité dans son pays ? Cette réflexion appellera certainement la contribution de tous les participants à la conférence.

L'armée totalement confondue à l'appareil politique, en subit naturellement tous les dérapages. Dès les premières années de souveraineté, les faibles effectifs de l'armée sont noyautés. Les manœuvres régionalistes et clientélistes. Chaque équipe est tentée de façonner son armée et son administration selon des lignes de complicité primaires.

Ces calculs portent un préjudice très grave à la dimension nationale de l'armée. La troupe est engagée sans discernement pour défendre les idéologies fumeuses ou les groupes d'intérêts. Ainsi, la paix, qui doit servir de ciment à la Nation Tchadienne, est compromise chaque fois davantage.

Les milliers de morts de la guerre civile dans toutes les régions, les interventions des troupes d'élite- étrangères, les villages brûlés, le bétail décimé, les humiliations alimentent un cycle de violence suicidaire. Parvenus au pouvoir, les militaires et les maquisards se montrent incapables de faire la paix des braves qu'ils prônent. Généralement, les libérateurs ne parviennent pas à saisir l'occasion d'échanger leurs armes contre d'autres moyens d'expression et se trouvent pris dans l'engrenage. Dans cette évolution sanglante, les différents accords de paix conclus à partir de 1978 ne seront que courtes périodes de répit. Les malentendus sont tout simplement voilés et jamais on ne réussit à crever l'abcès de ce mal vivre.

Les guerres fratricides ont déshonoré notre pays sur l'arène internationale ; elles ont ébranlé notre unité et mis en danger l'intégrité de notre territoire national. Le sentiment national s'étirole au fil des déceptions, à tel point que certains citoyens en viennent à mettre en question l'unité du pays.

Tchadiennes, Tchadiens,

C'est dans une ambiance de menace armée que nous avons commencé notre marche vers la démocratie. Notre option résolue en faveur du dialogue nous a permis d'éteindre plusieurs foyers de mécontentement en concluant des accords de paix avec une multitude d'organisations. D'aucuns ont critiqué notre démarche. Pour notre part, nous considérons que chaque conflit évité est une victoire.

Plusieurs fois, les observateurs ont cru que les armes allaient étouffer notre démocratie dans l'œuf. Mais nous avons toujours su retrouver le fil de notre progression. Nous n'avons pas pu régler tous les problèmes, il est vrai, mais nous avons limité les risques, tout en prenant à bras-le-corps l'un des problèmes les plus épineux de notre pays, celui de la restructuration de l'armée.

Dans un souci de réconciliation, nous avons accepté dans les rangs de l'armée, les hommes venant des différentes factions et les différentes armées de tous les régimes et de toutes les tendances politico-militaires. Cette démarche avait un avantage à la fois militaire et politique.

Mais elle a aussi un prix : les effectifs ont atteint des proportions supérieures à notre capacité financière et supérieure aux besoins réels du pays.

L'objectif qui nous interpelle actuellement est celui de la transformation de cette armée pour l'adapter aux capacités et aux besoins du pays, ainsi qu'aux règles politiques qui sortiront des conclusions de la Conférence Nationale Souveraine. Il s'agit d'un défi à la fois technique, politique et humain qui s'adresse à chacun de nous.

**Tchadiennes, Tchadiens,
Honorables délégués,**

L'organisation d'un pays légué par la colonisation a peut-être l'inconvénient d'être trop centrée sur l'administration publique, encore embryonnaire ; et qui n'a pas toutes les capacités pour la mission dont il a la charge. La faible scolarisation et le manque d'orientation vont donner à l'administration une image laxiste.

Sans distinction, les diplômés entrent de droit dans la fonction publique pour un travail routinier. Les gouvernements eux-mêmes s'en tiennent à une gestion au jour-le-jour. Les relations et les appuis occultes ayant remplacé les critères officiels, la fonction publique apparaît très tôt comme une rente pour citoyens scolarisés. Les recrutements se font jusqu'au trop-plein, mais on continue de ressentir des carences en personnel dans plusieurs secteurs essentiels par ce que la formation et le recrutement des agents ne sont pas planifiés.

Principal pourvoyeur d'emploi et de revenus, l'administration devient un enjeu politique. Elle subit de ce fait toute sorte de contorsions qui rendent nul son rendement déjà faible au départ. A cause de ces déviations, les fonctionnaires perdent leurs scrupules et leur amour pour le travail. La fonction, à tous les niveaux de responsabilité, n'est plus qu'une occasion de gain. Ce qui entraîne la généralisation des pots-de-vin et des détournements des biens publics.

Derrière l'idée fautive selon laquelle les ressources d'un Etat n'ont pas de limite, le lessivage du pays se poursuit jusqu'à l'insolvabilité. Notre budget est déficitaire en permanence. Or, de nos jours, les États doivent apprendre à vivre sur leurs propres ressources. Nous nous trouvons au pied du mur, obligé de nous soumettre à un plan de redressement.

Nos calculs se résument à une interrogation : comment concilier, dans cette limite, le coût de l'administration et les missions qui lui sont dévolues ? Une autre approche est celle qui consiste à rechercher des formes de participation susceptibles d'alléger les charges de l'Etat.

**Tchadiennes, Tchadiens,
Honorable délégués,**

L'Etat tchadien n'a pas été capable d'appréhender les besoins vitaux de la population et encore moins de préparer le décollage économique du pays. Le tissu économique étant réduit à quelques monopoles héritiers des comptoirs coloniaux, nous sommes restés tributaires de la monoculture du coton. D'autres activités, pourtant d'intérêt évident, sont abandonnées à une exploitation artisanale. Le déficit de la filière coton démontre l'erreur de notre option, et dans ce domaine également, des révisions déchirantes s'imposent à nous.

L'écart entre les potentialités agricoles et minières du Tchad recensées au moment de notre indépendance et le niveau actuel de notre économie, classé parmi les plus faibles du monde. Pire, nous sommes incapables de satisfaire nos besoins essentiels ; manger à notre faim, boire à notre soif, nous soigner, nous loger, nous éduquer. Cette faiblesse de notre système économique explique notre dépendance quasi-absolue vis-vis de l'extérieur et notre détresse face aux aléas de la nature telles la sécheresse et la désertification.

Tchadiennes, Tchadiens,

Face à ces retards et compte tenu des échecs successifs, chacun de nous doit tempérer ses certitudes. La solution viendra de la synthèse de tous les avis. C'est pourquoi, au lieu de prêcher telle ou telle idéologie, le Mouvement Patriotique du Salut s'est attaché à créer d'abord le cadre qui permette la réflexion. Ce pragmatisme est le fondement de l'option du MPS pour la démocratie.

En proposant la démocratie, notre objectif est de donner aux Tchadiens un langage pacifique, une méthode de dialogue, bref une démarche politique qui nous permette de rompre le cycle de la violence pour permettre au peuple de choisir lui-même sa voie. La Conférence Nationale Souveraine s'inscrit donc dans le cadre de cette démarche. Je dirai qu'elle est un tournant dans ce processus.

La Conférence Nationale Souveraine nous offre un cadre dans lequel chacun donnera des idées et en recevra des autres. C'est pourquoi à ce forum il ne doit pas y avoir de sujet tabou.

**Tchadiennes, Tchadiens,
Honorable délégués,**

Vous êtes réunis pour tirer les leçons de toutes nos difficultés, afin de dégager les orientations qui nous permettront d'élaborer un projet de société ? Ce projet sera ensuite soumis au peuple.

Dans les moments aussi décisifs, les responsabilités sont les plus grandes. En abordant les problèmes du Tchad, nous ne devons pas raisonner en plaignant et en défendant, mais en élément d'une même société, à la recherche de solution commune. De sorte qu'à l'issue de cette conférence, ni vaincu, mais une société soudée par des intérêts communs et régie par des règles claires et sécuritaires.

Tchadiennes, Tchadiens,

Dans notre courte histoire, le malheur a voulu que tous les groupes, pris selon le critère ethnique, régional ou confessionnel, aient été tour à tour victime et soutien d'un régime quelconque.

Cette situation doit inciter chacun à analyser sans passion ni complaisance les problèmes du pays pour proposer des solutions acceptables.

Après des décennies d'empoignades sanglantes, nous voici face à nous même, sans intermédiaire et sans ingérence. J'ai toute raison de croire dans le moyen de mettre fin à notre génocide. J'ai contribué à la survie, à l'unité et au progrès du Tchad. Je suis persuadé que chaque participant saura trouver en lui-même assez de patience et de générosité pour esquisser le pas qui inspirera confiance aux autres.

Basée sur une représentation équilibrée de trois ensembles à savoir les jeunes partis et associations politique, les population rurales et l'exécutif actuel, la composition de la Conférence National Souveraine du Tchad peut déjà apparaître comme un premier reflet du juste milieu entre les critères classiques de la scène politique de chez nous et la logique d'un système multipartite. Je pense que cette assemblée réunit le plus large éventail d'expériences et d'opinions pour produire une réflexion riche et constructive.

Il serait prétentieux, cependant de dire que nous avons déjà un système démocratique parfait. Notre société étant encore en gestation, il faudra un certain délai pour que toute la société intègre le nouveau schéma de la démocratie.

Le peuple tchadien fonde beaucoup d'espoirs dans la Conférence Nationale Souveraine. Tirant les leçons des conférences nationales des autres pays et sachant que nous n'avons pas droit à l'échec, nous avons tenu à apporter la plus grande attention aux préparatifs de la Conférence Nationale Souveraine.

Dès le départ, nous avons confié l'élaboration du projet à une commission élargie de citoyens de sensibilités différentes, mais choisis surtout pour leurs expériences personnelles. Prenant en compte les résultats de cette commission, le Gouvernement a ensuite mis sur pied une commission tripartite chargée de l'organisation matérielle de la Conférence Nationale Souveraine. Je tiens à féliciter tous les citoyens qui ont apporté leurs contributions dans le cadre de ces commissions ou à travers leur travail quotidien.

**Tchadiennes, Tchadiens,
Honorable délégués,**

Dans la plupart des pays qui ont expérimenté ces forums avant nous, la Conférence Nationale Souveraine a précédé l'instauration de la démocratie. Elle a été de ce fait un tribunal des régimes établis de longue date. Les conférenciers pensaient davantage au moyen de détruire un système qu'à la mise en place d'une organisation viable. Des scénarios de mise à mort politique ont produit dans plusieurs pays des ruptures inquiétantes.

Notre pays qui a souffert de longues années de guerres civiles, le risque serait encore plus grand si nous opérons de tels vides. Nous avons heureusement déjà dépassé le cap de l'enfantement des partis. Durant les deux années écoulées, les partis ont été légalisés, une multitude d'associations créées. Nous avons même connu des expériences de gouvernement d'ouverture. La conférence nationale vient s'insérer logiquement dans ce processus. Nous devons continuer notre démarche prudente et éviter de créer un vide dangereux.

Nous ne pouvons permettre de liquider les institutions existantes avant l'élaboration des institutions qui doivent les remplacer. Quand la conférence aura arrêté clairement les contours et les fonctionnements de toutes les structures de la transition, les nouveaux organes prendront logiquement la place de celles qui régissent actuellement le pays. Puisque tous les pays qui nous ont précédé dans ce modèle ont connu des transferts en recherchant une transition en souplesse. C'est de cette façon également que nous prouverons notre maturité et notre sens de responsabilité.

Les structures de l'État, en demeurant valides pendant la tenue de la conférence, garantiront la pérennité de l'Etat, la continuité de l'administration, l'ordre public et la souveraineté nationale. Mais, en même temps, cela ne doit pas limiter les discussions de la conférence nationale.

Je m'engage à assurer ces conditions pendant la durée de la conférence et afin de faciliter l'application des mesures que vous aurez à arrêter pendant vos discussions. L'armée, les fonctionnaires et tous les agents de commandement doivent assumer leur mission avec sérieux et dans la discipline. La vie du pays ne doit pas s'arrêter ; nous ne devons connaître ni relâchement, ni flottement à cause de la conférence.

En terminant mes propos, je joins mes souhaits à ceux de tous les Tchadiens pour le succès de notre Conférence Nationale Souveraine et pour l'instauration de la paix, de l'entente et l'unité dans notre pays.

Vive le Tchad

